

# Université d'été 2010 du NPA : un deuxième succès estival

mercredi 8 septembre 2010, par [NPA \(commission écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 2 septembre 2010).

**Avec la participation de 1100 personnes, cette deuxième université d'été du NPA a montré la vigueur de la réflexion du parti et permis des échanges démocratiques dans une ambiance studieuse mais toujours détendue.**

S'appuyant sur l'expérience d'une première édition encourageante, notre université d'été était construite autour de 72 réunions de discussion et formation en journée, d'ateliers pratiques en fin d'après-midi, et de soirées autour de projections et d'invités. Se partageant entre neuf salles et chapiteaux (portant le nom de figures du mouvement ouvrier), un public composé de militantEs et de sympathisantEs a pu réfléchir, apprendre ou tout simplement se divertir à (presque) toute heure du jour... et de la nuit !

Réunissant entre 30 et 250 personnes, les séances du cycle central « pour un socialisme du xxi<sup>e</sup> siècle » ont, dans la diversité des thèmes abordés, permis d'avancer sur notre projet de société. Bilan du siècle passé, démocratie, autogestion, planification, écologie, expériences actuelles de luttes, stratégie : rien n'a été laissé de côté pour permettre, avec la participation active des militantEs et sympathisantEs, de développer une réflexion collective opposée au prêt-à-penser capitaliste, pour une nouvelle perspective d'émancipation.

Pour le reste de la journée, si l'on résistait à l'attrait de la plage, il n'y avait que l'embarras du choix. Zapping... Un petit tour en Corée du Sud ou en Équateur avec des militantes anticapitalistes venues de ces pays. Des ballades culturelles avec l'académicien Angelo Rinaldi invité par la Société Louise-Michel ou l'écrivain cinéaste Gérard Mordillat. Un voyage au pays des crapules avec un Edwy Plenel passionnant sur l'affaire Woerth-Bettencourt. Des voyages dans « notre » histoire en compagnie de Marx, Bakounine ou Louise Michel. Et des échanges parfois vifs mais indispensables autour de la question religieuse, de la laïcité et du féminisme réunissant entre 150 et 250 personnes suivant les réunions.

En soirée, des salles combles de 300 personnes ont accueilli Gérard Mordillat pour l'adaptation de à l'écran son œuvre Les vivants et les morts et Stéphane Mercurio, fille du dessinateur Siné à qui elle a consacré un film, Mourir ? Plutôt crever !, à l'image de son père, provocateur et terriblement subversif. Et des dizaines et des dizaines de spectateurs pour discuter après des projections de la légalisation du cannabis avec Jean-Pierre Galland ou de la lutte des travailleurs sans papiers avec cinq sans-papiers parisiens venus de différents secteurs mobilisés.

Et bien entendu, le vendredi soir un meeting revigorant – en plein « vent de révolte » – de plus d'un millier de participants où notre porte-parole Olivier Besancenot et des représentants de la gauche sociale et politique ont tracé ensemble la perspective commune de cette rentrée : faire ravalier à Woerth et Sarkozy leur projet de loi néfaste.

Important rendez-vous annuel désormais indispensable, grand brassage des idées qui font le NPA,

cette deuxième édition en appelle évidemment d'autres. Pensez à réserver la fin du mois d'août 2011 pour en être.

## **Commission Université d'été**

### **DES THÈMES ET DES DÉBATS...**

**Luttes sociales et syndicales.** Plusieurs ateliers animés par la Commission intervention sur les lieux de travail (Cilt) portaient sur l'organisation du travail, ses effets sur notre santé et la nécessaire transformation de cette organisation dans le socialisme du xxi<sup>e</sup> siècle. Loin de bénéficier des avancées technologiques, nos conditions de travail se sont dégradées au rythme des réorganisations de la production : le taylorisme n'a pas disparu et s'étend à l'ensemble des activités. Ceci est aggravé par la suppression des temps de pause, de respiration, de possibilités d'échapper au travail dominé : chasse aux pauses, aux temps morts, contrôles renforcés grâce aux nouvelles technologies, effacement de la séparation temps de travail-temps privé. Avec l'individualisation du travail, ce sont de nouvelles formes de violence au travail qui viennent s'ajouter aux traditionnelles. L'augmentation du nombre des maladies professionnelles, des troubles musculo-squelettiques et des suicides met en évidence la violence du travail salarié, aliéné, pendant que le chômage massif affaiblit les défenses collectives. Mais cela ne suffit pas aux employeurs et à l'État qui s'attaquent à la médecine du travail, aux possibilités de défense juridique.

À partir de ce constat mais en interrogeant à la fois l'existence d'un plaisir, d'une fierté au travail et les ripostes existantes, un autre atelier tentait de définir une autre organisation. Décisions collectives sur ce qu'on produit et comment on le produit, diminution du temps de travail, autant de pistes sur lesquelles nous devons engager des mobilisations dès maintenant.

Et c'est bien à propos de mobilisations que plusieurs ateliers ont débattu des stratégies syndicales. L'histoire montre que les confédérations ont rarement été à l'initiative des grandes mobilisations. C'est en nous appuyant à la fois sur des structures syndicales et les mobilisations existantes qu'il sera possible de modifier le rapport de forces largement dégradé par des dizaines d'années de crise économique, de chômage et de reculs sociaux. Tâche colossale mais incontournable, à laquelle nos débats nous ont, un peu, préparés.

**Écologie.** La question écologique fait partie intégrante du projet global anticapitaliste et socialiste que nous prôtons. Les différents ateliers et débats sur ce thème ont mis en avant plusieurs aspects de cette question : le productivisme, l'écossocialisme, la crise écologique, la décroissance, l'agriculture paysanne et les alternatives à proposer.

La crise écologique est une crise de civilisation. Elle appelle un changement radical de société qui met en cause les systèmes productivistes : le capitalisme en tête (fût-il « vert ») mais également le communisme et le socialisme qui n'intègrent pas intrinsèquement la question écologique, d'où la notion émergente d'écossocialisme. Afin de construire ce projet de société de la manière la plus unitaire, des organisations politiques ont été conviées à un débat sur les alternatives politiques à apporter au capitalisme. Des représentants des Objecteurs de croissance, des Alternatifs, des Verts, du PCF et du PG ont ainsi partagé leurs visions et leurs revendications, sur le terrain social et politique. Des divergences demeurent, notamment sur la sortie du nucléaire et l'attente d'échéances électorales pour changer le système, mais la mise en cause du productivisme est clairement partagée.

Elle l'est également lorsqu'il s'agit de fustiger l'agriculture industrielle, qui détruit l'environnement et contribue à la malnutrition mondiale et la précarité dans laquelle vivent la plupart des

agriculteurs. Le retour à l'agriculture paysanne et non-marchande, le refus des OGM, la liberté des producteurs et des consommateurs de choisir réellement des produits de qualité, la juste répartition des terres et des richesses sont quelques exigences nécessaires pour nourrir la planète tout en préservant les ressources naturelles.

Enfin, un débat sur la décroissance a permis de s'interroger sur notre mode de vie matérialiste. Le revenu d'existence, revendiqué par les décroissants, a également suscité des interrogations. En effet, il pose la question de la place du travail dans un projet écosocialiste de modification du monde.

Autant de débats en perspective pour alimenter le grand chantier qu'est la sortie du capitalisme.

**Quartiers populaires.** Comme l'an passé, plusieurs ateliers/débats ont traité de la situation dans les quartiers populaires. Ainsi, Omar Slaouti, Fadila El Miri et Mohamed Bensaada ont exposé les difficultés auxquelles sont confrontés les habitants. La crise économique actuelle aggrave encore le chômage et la précarité qui touchaient les quartiers populaires depuis longtemps déjà. Dans ces conditions, il est évidemment difficile de faire émerger une conscience de classe chez ceux que l'on renvoie toujours à leur spécificité. Ainsi, les intervenants rappelaient que « La marche pour l'égalité » de 1983 n'était plus aujourd'hui connue que sous le nom de « marche des Beurs » ! De même, l'engagement politique est compliqué lorsque les partis de la gauche traditionnelle ont une forte tendance à utiliser les habitants des quartiers populaires comme alibis et quotas sur des listes, mais sans jamais mettre en œuvre des politiques qui améliorent la situation de ces quartiers. Néanmoins, pour le NPA, l'intervention dans les quartiers populaires est cruciale, comme l'expliquaient les camarades de Marseille lors d'un deuxième atelier consacré aux enjeux de l'action politique dans les quartiers. Enfin, de nombreux militantEs se sont pressés sous un chapiteau pour débattre longuement avec les camarades du Comité quartiers populaires d'Avignon pour revenir sur les événements de l'année. Au final, nombreux sont ceux qui en sont sortis convaincus que ce travail est indispensable.

**Société Louise-Michel.** La Société Louise-Michel a pleinement profité des huit séances que le NPA lui avait proposées d'animer sur les thèmes de son choix. Ce fut l'occasion de faire se rencontrer des chercheurs, sociologues, historiens, philosophes sur des thèmes qui, sans être toujours directement au cœur de l'actualité, permettent d'ouvrir à de nouveaux horizons.

Parmi les événements, il faut signaler, par exemple, l'exposé de la philosophe Annie Coll sur Hannah Arendt et Marx. C'était la première fois que les travaux d'Hannah Arendt étaient présentés à un public anticapitaliste et l'on a pu se convaincre qu'il n'y avait aucune raison d'abandonner cette philosophe à la droite. Il y eut aussi une longue rencontre avec l'écrivain Angelo Rinaldi (de l'Académie française). Pendant plus de deux heures, interrogé par Philippe Binet et par le public, il a expliqué le sens de ses engagements littéraires. Plusieurs extraits de ses romans mais aussi de ses critiques littéraires – parfois cruelles, parfois amoureuses – ont conquis les assistants. Et on a beaucoup ri ! Un grand moment que l'on pourra retrouver bientôt sur la télévision du NPA.

Plus classique – mais seulement en apparence –, une table ronde a réuni le sociologue Nicolas Jounin (auteur du livre formidable Chantier interdit au public), l'anthropologue Élisabeth Claverie (qui étudie la mise en place d'une justice internationale), le sociologue Luc Boltanski et Olivier Besancenot autour de la question du capitalisme et de l'État.

Et puis, on a pu entendre aussi Razmig Keucheyan qui vient juste de sortir le livre Hémisphère gauche, un formidable encouragement à s'ouvrir à toutes les pensées critiques qui fleurissent dans le monde et restent malheureusement trop souvent méconnues des militants français alors qu'il est urgent d'apprendre à en tirer profit. N'est-ce pas là la principale vocation de la Société Louise-Michel ? Il y a eu d'autres grands moments : Pierre Rolle, Philippe Corcuff, Michael Löwy, Samy et

Isaac Johsua, Josette Trat, Charles Aubin, Catherine Samary, Franck Godichaud sont tous venus présenter leurs travaux.

Ce fut un succès. Des centaines de nouveaux camarades ont demandé à s'inscrire à la Société. Le travail initié par Daniel Bensaïd (un riche débat autour de « Daniel Bensaïd philosophe » a ouvert les travaux de la Société Louise-Michel) continue. On peut être sûr que tout cela l'aurait rendu joyeux !

### **Philippe Pignarre et Samy Johsua**

**Oppressions.** À travers trois débats, « L'émancipation est-elle possible sous le capitalisme ? », « LGBTI : un sigle en question sur le plan stratégique et pratique » et « S'émanciper à travers les luttes contre les oppressions spécifiques et pour l'égalité des droits », les militants présents à l'université d'été ont eu matière à nourrir leur réflexion et baliser quelques pistes pour être plus efficaces dans leurs combats à venir contre toute forme d'oppression. Si chaque oppression a son histoire, son origine et des conséquences diverses, on peut aisément affirmer que sexisme, LGBTI-phobie, racisme et xénophobie sont les fers de lance d'un capitalisme qui se maintient en mettant toujours plus en concurrence les travailleurs. Diviser pour mieux régner et opprimer pour mieux exploiter, c'est ainsi que l'on peut résumer le plan de bataille du capitalisme.

C'est à cause du mécanisme trop bien huilé de la division que les opprimés se retrouvent seuls, face à leur souffrance, sans même imaginer qu'il puisse exister un lien entre eux. Un lien par exemple entre celui qui porte un handicap et celui qui subit au quotidien le racisme. Pourtant, des ponts sont à bâtir, et une vision d'ensemble est à construire. Et puisque la lutte contre les oppressions spécifiques sert naturellement la lutte globale, il s'agit donc d'en faire notre priorité, sans les hiérarchiser.

Seuls, les opprimés ne peuvent gagner, c'est en articulant les luttes que l'on pourra arracher de réelles victoires. La question de la fin des oppressions est donc intimement liée à la fin du système capitaliste et en ce sens le NPA doit être porteur de ses propres revendications pour un changement de société. Il s'agit de dépasser les contradictions entre les différentes oppressions et de prendre en compte davantage le niveau global pour faire avancer nos combats. La lutte contre les oppressions et la lutte des classes sont sans cesse en interaction. Le travail commun entre nos différentes commissions doit ainsi nous permettre d'avancer ensemble vers enfin une égalité des droits, quelles que soient notre origine, notre sexualité, notre handicap, que l'on soit un homme ou une femme, avec ou sans papiers.

**Anticapitalisme européen.** L'ampleur de la crise économique et financière, la brutalité des réponses de la bourgeoisie mais aussi leur caractère international rendent plus que jamais nécessaire la convergence des résistances populaires à l'échelle internationale, en premier lieu à l'échelle européenne. Un atelier de l'Université d'été du NPA était donc naturellement consacré à l'analyse des politiques menées par l'Union européenne et les différents gouvernements, le bilan des premières résistances et l'état des convergences entre les forces anticapitalistes européennes, grâce à la présence de Tassos Anastasiadis (coalition Antarsya, Grèce), Judith Orr (Socialist Workers Party, Grande-Bretagne) et Esther Vivas (Izquierda anticapitalista, État espagnol).

Bien entendu – cette table ronde l'a amplement souligné – les situations nationales dans ces trois pays possèdent de fortes spécificités : en Espagne, il s'agit du second mandat consécutif du gouvernement social-libéral de Zapatero ; en Grande-Bretagne, la politique d'austérité est dorénavant mise en œuvre par un gouvernement récemment élu dirigé par le parti conservateur avec le soutien des libéraux-démocrates ; enfin, en Grèce, le gouvernement Papandréou a accédé au pouvoir il y a moins d'un an en réaction aux politiques d'austérité menées par la droite grecque.

Finalement, ce qui frappe, c'est la remarquable similitude des politiques menées aujourd'hui au nom de la lutte pour la réduction des déficits et de la dette publics. Une similitude qui ne doit rien au hasard puisque ces politiques sont insufflées, imposées et contrôlées par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. En Grèce, au Royaume-Uni ou dans l'État espagnol, les recettes sont les mêmes : attaques sur les salaires, la protection sociale et les retraites ; facilitation des licenciements ; réductions des emplois publics ; coupes dans les services publics et privatisations. Autre similitude, les mois qui viennent seront sans doute décisifs pour déterminer la trajectoire que prendront les résistances sociales et leur capacité à faire reculer les bourgeoisies et les gouvernements.

En Grèce, à la mi-septembre, le discours de politique économique du Premier ministre à Salonique sera l'occasion de manifestations qui devraient se prolonger par des mobilisations contre la privatisation des services publics de l'électricité et des chemins de fer. En Espagne, la grève générale du 29 septembre sera un test important des capacités de riposte du monde du travail et de la jeunesse. En Grande-Bretagne, malgré la position très attentiste de la direction du mouvement syndical, des secteurs traditionnellement combatifs, comme les pompiers de Londres ou les salariés du métro, ont pris la décision de lancer des grèves contre la politique antisociale du gouvernement Cameron. Il n'y a donc pas qu'en France que septembre risque d'être animé !

---

**P.-S.**

\* Paru dans Hebdo TEAN 67 (02/09/10).